



LE POSTILLON

ECONOMIE

Pascal Lamy : « Une vieille rengaine »

Pour l'ex-directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Guillaume Sarlat se trompe de diagnostic. L'économie française souffre, au contraire, de ne pas être assez libérale.

Le Point: Les Français ont trop peur du monde qui les entoure, dites-vous. N'est-ce pas dû à ce libéralisme à la française décrit par Guillaume Sarlat, dans lequel l'Etat se cantonne à soutenir les perdants du système?

Pascal Lamy: Guillaume Sarlat, qui est un ami, pose une bonne question: pourquoi cette dérive de la performance économique et sociale française depuis quarante ans? Pour moi, cela vient essentiellement du déréglage du GPS français, cette perception erronée qui veut que la France soit un îlot de bonheur dans un monde de malheur, comme j'ai tenté de l'expliquer dans « Quand la France s'éveillera »*. Lui y voit le résultat de la libéralisation excessive de l'économie française. Mais cette explication n'est pas convaincante. Elle le serait si des pays qui font mieux que nous n'avaient pas

privatisé les entreprises et ouvert la circulation des capitaux. Les Allemands, les Britanniques, les Suédois ou les Canadiens ont aussi dû faire face aux chocs pétroliers, à la transformation de l'économie mondiale, à l'irruption des nouvelles technologies et ils ont une dose de libéralisme similaire, voire supérieure! L'idée que la France aurait été victime d'un excès de libéralisme dans les années 80, notamment quand la gauche était au pouvoir, est une vieille rengaine de l'extrême gauche et de l'extrême droite.

Mais le livre ne se réduit pas à une critique d'extrême gauche du libéralisme. Les solutions proposées ne sont pas toutes antilibérales, loin de là.

C'est vrai. D'où une ambiguïté. Il a intitulé son livre « La fin du libéralisme à la française », il aurait aussi bien pu ■■■



■■■ L'appeler «La fin du collectivisme à la française» sans en changer les chapitres. Mais je conseille de le lire, car il développe une pensée souvent originale, parfois brillante.

Que pensez-vous de ses propositions ?

A diagnostic discutable solutions contestables. Je n'apprécie pas celles qui concernent la politique monétaire et la dette. Elles ont un côté confus. D'un côté, Guillaume Sarlat explique que la Banque centrale européenne (BCE) a poussé les Etats à l'endettement en inondant le marché de liquidités et, de l'autre, il propose l'émission d'une dette perpétuelle. C'est paradoxal ! Je ne vois pas non plus très bien ce que la Banque de France ferait de plus ou de mieux que la BCE. Je suis en revanche tout à fait d'accord sur la nécessaire libération des initiatives, par exemple par l'augmentation de la circulation entre les PME et les grandes entreprises. Mais, sur ce point, il manque de propositions opérationnelles.

Les grandes entreprises ne favorisent-elles pas trop l'intérêt d'actionnaires toujours plus exigeants au détriment de leurs salariés ?

Je trouve cette critique des grandes entreprises françaises un peu facile. A ma connaissance, l'actionnariat d'Air liquide,

L'Oréal ou Danone n'est pas excessivement volatil. Après tout, ces grandes entreprises maintiennent beaucoup d'emplois qualifiés en France, même si elles opèrent sur tous les continents.

Quelle serait, selon vous, la véritable solution pour l'économie française ?

Il faut d'abord que la France produise plus pour pouvoir consacrer suffisamment de moyens à la réduction des inégalités. Ce problème central des inégalités, Guillaume Sarlat en parle fort peu. Nous avons un problème fondamental de marché du travail et de dialogue social. Les patrons français continuent à distribuer davantage de hausses de salaire que ce qui permet l'augmentation de la productivité. Il faut faire rentrer des représentants des salariés dans les conseils d'administration pour qu'ils comprennent les problèmes du patron, et inversement. Guillaume Sarlat veut développer l'actionnariat salarié, mais il ne changera jamais l'inégalité fondamentale du capitalisme de marché : certains vendent leur force de travail pour gagner leur vie et d'autres décident, ou non, de la leur acheter. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR MARC VIGNAUD

*«Quand la France s'éveillera» (Odile Jacob, 176 p., 17,90 €).